

# La crise thaïlandaise : une mise en perspective

jeudi 1er juillet 2010, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2010).

## Sommaire

- [Des classes dominantes divisée](#)
- [La renaissance d'un mouvement](#)
- [L'évolution des Chemises \(...\)](#)
- [Evolutions et clarifications](#)
- [Monarchie et armée](#)
- [Avenir](#)
- [ANNEXE : la campagne de \(...\)](#)

La Thaïlande traverse aujourd'hui une crise brutale, globale, qui concerne tout à la fois la place de la monarchie et de l'armée, les divisions au sein même de la bourgeoisie, les rapports entre classes sociales « d'en haut » et « d'en bas », les institutions et le système politique, les « valeurs » dominantes ou encore l'insertion du pays dans l'économie mondiale : impact de la mondialisation néolibérale, effet durable de la crise financière de 1997, conséquences des soubresauts actuels du capitalisme international...

Réputée pour le nombre de ses coups d'Etat réussis ou avortés, la Thaïlande a longtemps vécu, après la Seconde Guerre mondiale, sous le joug de juntes militaires ou de régimes autoritaires à façade parlementaire. Elle connu plus d'une crise aigüe, qui n'ont pas débouché sur une refondation démocratique du pays. Aux yeux de nombreux observateurs, il pouvait en aller différemment après 1992.

En réaction à des élections imposées en 1988 par une importante mobilisation sociale, l'armée a fomenté un nouveau coup d'Etat en 1991. En mai 1992, elle a violemment réprimé des manifestations de protestation, au prix un bain de sang. Face à l'ampleur de la réprobation dans le pays, elle a dû se retirer et promettre de se « dépolitiser ».

Les années 1991-1992 ont effectivement représenté un tournant dans la mesure où le retrait de l'armée a laissé la place à des hommes d'affaires qui s'investissaient en politique, a facilité la mise en œuvre de politiques néolibérales et l'intégration du pays dans la mondialisation. D'aucun espéraient que ce retrait serait définitif et que les réformes démocratiques suivraient les réformes économiques. Le coup d'Etat de 2006 a montré que ces espoirs étaient vains.

## Des classes dominantes divisées

Le coup d'Etat du 19 septembre 2006 était dirigé contre le Premier Ministre Thaksin Shinawatra, son parti, le Thai Rak Thai (les Thaïs aiment les Thaïs), ayant remporté les législatives de 2001 et 2005 - ainsi que l'élection anticipée de 2006, boycottée par l'opposition.

Thaksin n'était pas un démocrate. Il a donné l'autorisation à la police de Bangkok de tuer à vue les

gangsters au nom du combat contre la drogue (plus de 2000 morts). Il a relancé la guerre contre la minorité malaise et musulmane dans les provinces méridionales. Mais il a mis en œuvre une politique populiste qui a réellement apporté des bénéfices aux pauvres, en particulier à la campagne (fonds de développement, santé, éducation). Il a ainsi gagné un important appui social, notamment dans le Nord et le Nord-Est.

Thaksin, lui-même un riche capitaliste, a partiellement modifié les règles du jeu politique thaïlandais. Il a renforcé le poids des hommes d'affaires qui n'appartiennent pas aux élites traditionnelles. Il a fait de l'ombre à la famille royale en s'affirmant à l'échelle nationale comme le « protecteur des pauvres », un rôle dévolu au roi. Il a contourné l'alliance entre la monarchie, le corps des officiers supérieurs et la haute administration, un trait dominant des institutions thaïes. Il a mis en cause bien des intérêts établis et il en a payé le prix.

Non seulement Thaksin a été renversé par un coup d'Etat militaire mais, accusé de corruption, il a été contraint à l'exile et ses biens ont été pour une part saisis par la justice – sans que jamais ne soit faite la preuve qu'il était plus corrompu ou coupable de malversations que d'autres politiciens mieux en cour.

Si le conflit au sein des classes dominantes est si profond, c'est que la monarchie et les sommets de l'armée en sont des composantes essentielles. Le roi et d'autres membres de la famille royale sont de très riches possédants avec des intérêts fonciers, industriels et commerciaux de première importance. Un cran en dessous, il en va de même pour bien des généraux à la retraite. Ils font partie de la bourgeoisie thaïlandaise. Passésistes, incapable d'auto réforme, les élites traditionnelles restent puissantes.

## **La renaissance d'un mouvement populaire**

La crise de 2006 a donc commencé comme un conflit au sein des élites et de la bourgeoisie thaïlandaise. A l'ordre traditionnel reposant sur la monarchie, Thaksin a opposé la légitimité des urnes et les 19 millions de voix qui se sont portées sur lui. Cela a ouvert une brèche qui a permis aux mouvements populaires de redonner de la voix.

La Thaïlande a connu une décennie « révolutionnaire » entre 1973 (renversement de la dictature militaire) et le début des années 1980, marqué par la déroute du Parti communiste (PCT) et la fin de la lutte armée.

Depuis la disparition du PCT en tant que force active, il n'y a plus en Thaïlande de parti de gauche, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire, pouvant prétendre représenter les milieux populaires. Le jeu du clientélisme a repris ses droits, minant l'indépendance des mouvements sociaux et notamment du syndicalisme. La situation est ici fort différente de celle qui prévaut dans d'autres pays de la région. [1]

L'expérience des années 1970 a néanmoins laissé des traces. Des liens militants avaient été noués entre villes et villages, entre provinces, entre (anciens) étudiants, ouvriers et paysans. Cela a facilité la naissance de l'Assemblée des pauvres en 1995, le 10 décembre, journée internationale des droits humains. Elle comprenait surtout des mouvements ruraux du Nord et du Nord-Est luttant pour le contrôle de leurs ressources, mais aussi des organisations de pêcheurs du Sud ou d'ouvriers de la région de Bangkok. Le fonctionnement de l'Assemblée représentait à la fois une rupture avec les traditions très centralistes du PCT et avec le lobbyisme ou le clientélisme.

L'Assemblée des pauvres a organisé de grandes mobilisations dans la capitale avec venue massive

de manifestants provinciaux. Même si sa capacité d'action a ultérieurement déclinée et si elle a été confrontée à ses propres limites, elle a à son tour contribué à renouveler en profondeur le « savoir faire » militant des mouvements populaires.

## L'évolution des Chemises rouges

Les Chemises rouges sont une mouvance composite. Ce mouvement a été associé à Thaksin Shinawatra et il est vrai qu'il reflète l'acuité des divisions au sein des classes dominantes. Il est faut en revanche de ne voir dans la participation populaire que le réseau de « clientèle » d'un riche bourgeois. Les Chemises rouges expriment à leur façon toutes les facettes d'une crise globale de société, y compris la crise de l'idéologie dominante avec la perte de prestige de la famille royale (ils sont souvent perçus comme « antimonarchie »).

Thaksin a conservé une influence importante au sein des Chemises rouges par ses liens avec les principaux dirigeants du Front uni contre la Dictature et pour la Démocratie (UDD) qui encadrait le mouvement. Compte tenu de l'inexistence de partis de gauche et de la faiblesse des syndicats ouvriers, les courants populaires n'ont pas de représentation politique propre à l'échelle nationale. C'est ce qui rend plus difficile l'analyse de ce mouvement et des rapports de force en son sein.

Cependant, les témoignages abondent sur la conscience aiguë, chez les manifestants, des inégalités sociales qui caractérisent le royaume thaï. Tout aussi frappant a été la haine de classe exprimée sans retenue par l'establishment de Bangkok contre les « hordes » de « pauvres » venues « envahir » leur capitale.

Le mouvement des Chemises rouges n'est pas sans problème ; il est évidemment traversé de clivages politiques plus ou moins formalisés. Mais il a été porté par trois exigences légitimes.

**Une exigence démocratique.** De façon répétée, les partis favorables à Thaksin ont emporté les élections (très largement). A chaque fois, ils ont été frappés par des coups d'Etat militaire ou judiciaires. Les élites conservatrices ne se privaient pas de dire tout le mal qu'elles pensaient de la Constitution de 1997, la plus démocratique que le pays ait connu. Elle a été jetée aux oubliettes après le putsch de 2006, les militaires en rédigeant une nouvelle que la junte a fait entériner par référendum l'année suivante.

La Thaïlande est l'un des (rares ?) pays où des membres de l'élite, voire des classes moyennes de Bangkok, déclarent ouvertement que les « ignorants », à savoir les pauvres, ne devraient pas voter, que la politique est affaire d'instruits.

**Une exigence sociale.** A cette idéologie antidémocratique correspond des rapports sociaux très inégalitaires. La pauvreté n'est pas une nouveauté en Thaïlande mais le mode de croissance économique a accentué les contradictions sociales au lieu de les réduire : développement capitaliste conduit sous des régimes autoritaires ; puis insertion du pays dans la mondialisation néolibérale débouchant sur le traumatisme de la crise financière de 1997 (chômage massif pour les salariés, ruine pour les classes moyennes)... [2]

**Des exigences régionales.** Depuis longtemps, les élites de Bangkok ont la réputation de drainer les richesses du pays à leur seul profit, ce qui renforce des sentiments régionalistes non seulement dans l'extrême sud musulman mais aussi dans le nord et le nord-est (les traditions de gauche étant par ailleurs plus fortes dans cette dernière région).

## Evolution et clarifications

En quelques années de crise, les enjeux sociaux et démocratiques se sont clarifiés, par delà les conflits qui déchirent les classes dominantes. Cette évolution ne concerne pas seulement les Chemises rouges.

**Les Chemises jaunes.** Les « jaunes » rassemblaient à l'origine tous ceux qui s'opposaient, pour des raisons très diverses et parfois contradictoires, au Premier Ministre Thaksin. Ils ont bénéficié du soutien des médias et des gouvernements issus du coup d'État de 2006. Ils ont ainsi pu occuper impunément les deux aéroports international et domestique de Bangkok fin novembre 2008, ce qui a produit un chaos bien plus important que l'occupation tant décriée du quartier commercial de Rajaprasong par les « rouges ».

Pour l'essentiel, les Chemises jaunes soutiennent aujourd'hui la monarchie et militent pour un suffrage censitaire. Ainsi, défendant des positions « ultra », ils menaçaient de redescendre dans la rue pour empêcher le gouvernement Abhisit de négocier avec les Chemises rouges des élections anticipées.

**ONG et associations.** De nombreuses ONG thaïlandaises ont participé aux manifestations de 2005 et 2006 qui ont conduit à la chute de Thaksin et ont salué le coup d'État du 19 septembre 2006 qui renversait un homme corrompu. Des mouvements plus militants se sont mobilisés contre le putsch au nom de la démocratie, reflétant des divisions très importantes entre ONG. [3]

Cependant, des ONG qui avaient participé au mouvement contre Thaksin ont évolué de façon significative : pro-« jaunes » au départ, elles sont devenues « neutres » quand la force sociale des « rouges » s'est affirmée (« contre les violences d'où qu'elles viennent »), pour dénoncer aujourd'hui la répression massive subie par les Chemises rouges alors que les traits autoritaires du régime se renforcent.

## Monarchie et armée

La Thaïlande n'a jamais été colonisée ce qui a assuré une continuité à ses institutions dont n'ont pas bénéficié les pays voisins. Pour autant, la monarchie n'est pas restée incontestée. La « révolution de 1932 » a imposé le passage de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'autorité de la famille royale est tombée au plus bas, après le meurtre d'Ananda Mahidol, avant que Bhumibol Adulyadej (Rama IX), son frère, n'accède au trône en 1946.

Le prestige royal a été reconstitué de façon très systématique, en particulier sous la dictature de Sarit Thanarat avec l'aide des américains (la monarchie est aussi protégée par une redoutable loi qui punit de 3 à 15 ans la lèse majesté). Ce prestige a été au plus haut après que Bhumibol a contribué à dénouer favorablement la crise de 1992. Mais d'aucun se souvient maintenant qu'il a aussi couvert de son autorité tous les coups d'État et bains de sang.

A la fin d'un règne particulièrement long, le roi est aujourd'hui très malade. Or, l'héritier désigné, le prince Vajiralongkorn, ne bénéficie pas de son aura, loin s'en faut. L'autorité de la monarchie ne sera pas facile à reconduire alors que le pays traverse une crise institutionnelle et idéologique. L'image (superficielle) d'une Thaïlande consensuelle, hiérarchique, organisée autour de la royauté, du bouddhisme et de la nation, où chacune et chacun accepte la place qui lui est dévolue, est bien lézardée. La réalité des conflits sociaux et politique apparaît au grand jour - ce n'est d'ailleurs pas la

première fois. [4]

Le fait que le Premier Ministre Abhisit se soit réfugié au sein d'une base militaire pour gouverner durant les deux mois et demi de crise confirme le rôle de l'armée dans la vie politique. L'écrasement des Chemises rouges en mai a redonné un poids important en son sein aux généraux proches de Prem et de la reine. Le commandant en chef des armées, Anupong Paochinda, devrait être remplacé en septembre (il part en retraite) par le général Prayuth Chan-Ocha, un partisan de la ligne dure, très anti-Thaksin et ultra royaliste. Face aux turbulences politiques à venir, il n'est cependant pas impossible que cette hégémonie soit contestée dans l'armée par des fractions de militaires « pastèques », verts à l'extérieur et rouges à l'intérieur.

## Avenir

Dans un contexte mondial et régional instable, l'avenir de la Thaïlande apparaît bien indécis. Les élites traditionnelles ont affirmé leur volonté de ne rien lâcher de leurs pouvoirs et prérogatives. Elles reçoivent pour l'heure le soutien d'une grande partie des classes moyennes de Bangkok qui recherchent dans le conservatisme la préservation de leurs privilèges. La répression massive des Chemises rouges annonce un durable raidissement autoritaire du régime.

Ce raidissement répond aussi à l'approche d'une crise institutionnelle majeure : la difficile succession du roi Bhumibol. Mais il n'apporte de réponse ni aux divisions au sein des classes dominantes ni aux tensions sociales et régionales - si ce n'est d'affirmer un rapport de force.

Les mouvements sociaux urbains et ruraux vont probablement continuer à suivre des stratégies variées : lobbyisme et clientélisme ou construction d'une capacité d'action indépendante. Mais, par delà leur caractère composite, les récentes mobilisations des Chemises rouges ont montré le potentiel de cette dernière option - pour peu que la répression, en province notamment, ne lui porte pas des coups trop sévères.

Une gauche politique va-t-elle renaître trois décennies après la défaite du PCT ? C'est possible vu la prise de distance de nombreux militants des Chemises rouges envers Thaksin et le travail d'éducation engagé à la base dans de nombreuses localités. Mais si tel est le cas, que sera cette gauche - où que seront ces gauches ?

Dans l'immédiat, on peut craindre que la répression ne se poursuive dans la discrétion. Une chasse aux sorcières est engagée. Des cadres Chemises rouges ont déjà été assassinés en province. Le régime profite du soutien accordé par les Etats-Unis et l'Europe qui s'émeuvent bien peu de la violation des droits humains dans le royaume.

**Pierre Rousset**

---

## ANNEXE : la campagne de solidarité

La situation en Thaïlande continue de s'aggraver avec une chape de plomb sur l'information (113.000 sites Internet bloqués !), la poursuite de la répression et l'annonce de nouvelles mesures antidémocratiques.

Un appel international à la solidarité a été rendu public le 20 juin. Il a connu un écho fort important, avec plus de 600 signatures à ce jour.

L'un des aspects les plus remarquables de cette initiative est le grand nombre de signatures thaïlandaises (malgré les risques) et la présence de chercheurs de renom spécialisés sur l'Asie du Sud-est.

Notons aussi un grand nombre de pays, notamment grâce à... l'immigration thaï, mais aussi aux réseaux militants. Il est rare que la Thaïlande entre ainsi dans le champ de la solidarité internationale. C'est un encouragement.

Il faut maintenir la pression. Il importe que des signatures de « personnalités » (élus, universitaires, écrivains et artistes, représentants des mouvements des droits humains, des associations, des syndicats et formations politiques, etc.), ainsi que des « anonymes » continuent d'arriver régulièrement.

Au-delà de la réponse ponctuelle à l'écrasement des manifestants Chemises rouges, la solidarité va être nécessaire dans la durée et cet Appel y prépare.

Pour cela il faut le maximum de personnes aide à populariser l'appel soit en le diffusant dans des réseaux (listes emails...), soit en contactant plus directement quelques connaissances. Tout ne peut pas être suivi centralement.

Cette initiative de solidarité est vraiment importante. Il faut la faire vivre.

### **Les liens**

Cliquez sur les liens suivants

*Pour lire l'appel en français :*

[Appel contre la répression en Thaïlande](#)

*Pour signer l'appel (toutes langues) :*

[Sign, Signez, Signo ! The Appeal "Thailand", l'Appel "Thaïlande", el Llamado "Tailandia"](#)

*Pour une brève présentation de l'appel écrite par Danielle Sabai et Pierre Rousset :*

[Lancement d'un appel contre la répression en Thaïlande](#)

L'appel est aussi disponible sur ESSF en anglais, espagnol et thaï...

Recommandons enfin, sur le site d'ESSF, les articles de Danielle Sabai et une rubrique anglaise très fournie sur la Thaïlande.

Il est TRES important que la répression en Thaïlande ne passe pas inaperçue sur le plan international et que la solidarité se manifeste !

---

### **P.-S.**

\* Cet article a été écrit pour « Développement et civilisation », le bulletin du Centre Lebreton-Iréd, n° 384 daté de juin 2010 où il est paru dans une version légèrement différente. Pour la version ci-dessus, mise en ligne sur ESSF, quelques notes et une annexe sur la campagne de solidarité ont été

ajoutées.

---

## Notes

[1] Il faut insister sur cette particularité de l'histoire récente de la Thaïlande. A part un très petit groupe d'extrême gauche, cela fait près de 30 ans qu'il n'y a plus de parti progressiste actif en Thaïlande. Il reste quelques villages où se sont regroupés des membres du PCT à la suite d'accords d'amnistie politique dans les années 1980, mais cette organisation n'a plus d'intervention visible depuis la fin de la lutte armée, si ce n'est commémorative.

Malgré la crise assez générale des partis communistes « traditionnels » en Asie du Sud-est (généralement maoïstes), des organisations de gauche se sont maintenues ou, plus souvent, se sont reconstituées dans des pays comme les Philippines, la Malaisie ou même l'Indonésie - un archipel où l'écrasement du mouvement communiste dans les années 1960 avait été particulièrement féroce.

[2] Jusqu'au début des années 1970, les paysans pouvaient encore s'installer sur de nouvelles terres en Thaïlande : cette « frontière économique » ne s'est fermée que progressivement et tardivement par comparaison avec des pays voisins. A la campagne, cette mobilité a contribué à limiter les tensions et les inégalités sociales entre agriculteurs, bien qu'il faille tenir évidemment compte de différences régionales. Les mouvements paysans contemporains sont nés avec le creusement des inégalités ou en défense de ressources dont l'armée ou des intérêts privés s'emparaient : accès à l'eau, à la forêt, etc.

[3] Comme dans bien d'autres pays, mais peut-être encore plus, les ONG se retrouvent en Thaïlande en position d'intermédiaires facilitant les négociations entre administration et mouvements populaires. Même quand elles le font avec le souci d'aider ces derniers, le durcissement des conflits sociaux les place en porte à faux. Bon nombre d'entre elles se réfugient dans une posture impotente du « dialogue ».

[4] Cette image superficielle d'une Thaïlande hiérarchiquement et heureusement organisée autour du roi, du bouddhisme et de la nation a toujours été trompeuse. Elle a cependant la force et la réalité redoutable d'une idéologie dominante qui - par définition - domine en temps normal. Elle a bien la fonction d'une idéologie dominante : justifier la répression (crime de lèse majesté...), légitimer les pouvoirs établis, cacher les rapports d'exploitation et d'oppression réellement existants.

Il est frappant de voir à quel point cette image a été efficace et reprise à l'étranger dans mille écrits alors que son caractère trompeur avait été mis en évidence à chaque crise, en particulier dans les années 1970.